

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

**ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7, Avenue Edouard BELIN
BP 54005
31055 TOULOUSE Cedex 4**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500FCS044

établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

Prestations relatives à la gestion de la sécurité incendie, la sureté et l'accueil physique au poste de sécurité sur différents sites de l'ENAC

Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

- 1 Objet du contrat
- 2 Décomposition du contrat
 - 2-1 Allotissement
 - 2-2 Forme du contrat
- 3 Généralités
 - 3-1 Pièces contractuelles
 - 3-2 Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3-3 Protection de l'environnement
 - 3-4 Réparation des dommages
 - 3-5 Assurances
 - 3-6 Autres obligations
- 4 Durée du contrat – Délai d'exécution des prestations
 - 4-1 Durée du contrat – Délai d'exécution
 - 4-2 Exécution complémentaire
 - 4-3 Pénalités
- 5 Prix et règlement
 - 5-1 Contenu des prix
 - 5-2 Variation des prix
 - 5-3 Modalités de règlement
 - 5-4 Périodicité des paiements
 - 5-5 Avance
- 6 Conditions d'exécution des prestations
 - 6-1 Lieu d'exécution
 - 6-2 Généralités
 - 6-3 Consignes et procédures internes
 - 6-4 Dispositions relatives aux personnels affectés à l'exécution des prestations
 - 6-5 Contrôle
 - 6-6 Moyens matériels et organisationnels
 - 6-7 Réunions de suivi
 - 6-8 Confidentialité et discrétion professionnelle
 - 6-9 Règles de sécurité et plan de prévention
- 7 Constatation de l'exécution et garantie
 - 7-1 Vérifications
 - 7-2 Admission
 - 7-3 Garantie
- 8 Traitement des données à caractère personnel
 - 8-1 Description du traitement de données à caractère personnel
 - 8-2 Obligations du titulaire
 - 8-3 Obligations de l'acheteur
- 9 Résiliation
- 10 Litiges et différends
- 11 Dérogations au documents généraux

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, et installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP). Grand Etablissement sous tutelle de la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile), et de la Direction du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, l'ENAC forme les fonctionnaires techniques de la DGAC : Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne (ICNA), Ingénieurs Fonctionnaires (IEEAC), Ingénieurs Electroniciens des Systèmes de la Sécurité Aérienne (IESSA) et Techniciens Supérieurs de l'Aviation Civile (TSEEAC).

Elle est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités de recherche destinées au domaine aéronautique, et forme ainsi à la plupart des métiers scientifiques du domaine du transport aérien.

L'ENAC se compose d'un siège administratif à Toulouse et de 8 autres implantations, dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte d'avions ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur les sites de Muret, Carcassonne, Castelnaudary, Montpellier, Melun, Grenoble, Biscarrosse et Saint-Yan.

Le site universitaire de Toulouse Rangueil qui, outre le fait de compter dans ses murs un effectif permanent de 530 personnes (enseignants, personnels administratifs, techniques et logistiques), accueille près de 3 000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger (ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master et Masters Spécialisés) ; 3 500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 350 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement ; 80 projets de recherche ; 90 doctorants et 30 thèses soutenues chaque année ; ainsi que des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents.

L'école accueille également de nombreux visiteurs extérieurs (utilisateurs des installations sportives, manifestations scientifiques et culturelles...) et 1 200 enseignants vacataires.

Un tel campus universitaire entièrement clôturé dont l'emprise s'étend sur une superficie de 20 hectares, comprend outre des bâtiments dédiés à l'enseignement, cœur de métier, des bâtiments administratifs et techniques, des résidences étudiantes et des équipements sportifs. Le site est sécurisé d'une part grâce à la présence d'un service de gardiennage qui assure la sécurité des biens et des personnes 24h/24h et 7j/7j, et d'autre part par le déploiement d'un système d'accès sécurisé à badges. (Annexe plan de masse du campus).

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations relatives à la gestion de la sécurité incendie, la sûreté et l'accueil physique au poste de sécurité sur différents sites de l'ENAC.

Le titulaire est chargé d'assurer l'ensemble des prestations demandées par l'ENAC et plus particulièrement d'assurer :

- La gestion de la sécurité incendie
- La sécurité des biens et des personnes
- De la sureté
- De l'accueil physique des visiteurs au poste de sécurité de l'ENAC
- Des prestations de télésurveillance et surveillance des alarmes

Les Prestations à réaliser et les conditions de mise en œuvre pour leur réalisation sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP).

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du contrat

Les prestations font l'objet d'un accord cadre composite comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord cadre à bons de commande.

La partie marché ordinaire correspond aux prestations forfaitaires annuelles définies à la DPGF

Montant maximum par période pour la partie à bons de commande : 150 000 € HT

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Pour la partie accord cadre à bons de commande, les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande passés pendant la durée du marché devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à **6 mois**, au-delà de la fin de validité du marché.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières (DPGF et BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Liste des personnels à reprendre
- l'offre technique du titulaire y compris le cadre de mémoire technique complété ;
- les bons de commande.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale (reprise du personnel)

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu aux obligations de reprise du personnel de la société sortante.

"Sans préjudice des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, et notamment son avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, il sera fait une application volontaire de l'article L 1224-1 du code du travail.

Dès lors, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de reprendre l'ensemble des contrats de travail des personnels actuellement affectés aux activités objet de l'accord-cadre."

La liste du personnel à reprendre est précisée dans le DCE. Ces informations sont données par les titulaires sortants et ne sauraient engager la responsabilité de l'ENAC.

Reprise du personnel : Le titulaire du présent marché assurera la reprise du personnel objet de la consultation 2021SE024.

3-3-Protection de l'environnement

Sans objet.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3-6-1- Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3-6-2-Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

3-7-Autres obligations

3-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41 du CCAG FCS).

3-7-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-7-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les prestations suivantes :

- assurer l'exécution des prestations dans les plages horaires fixées au paragraphe 2.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières
- assurer une continuité d'exécution des prestations aux plages horaires fixées par l'ENAC, soit 7/7 jour et 24h/24
- garantir des prestations conformes aux attentes du Pouvoir adjudicateur

- Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens (humains et matériels) nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des cahiers des clauses particulières et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

- Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

L'accord cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} septembre 2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 An, soit une durée maximale de 4 Ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat – Clause de réexamen

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

La procédure de réexamen peut être initiée dans les cas suivants : les éléments du contrat et en particulier les éléments ayant pour objet les modalités de variation des prix.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application du Code de la commande publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

4-3-Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et, en cas de non-respect du présent cahier des charges et suivant l'importance des manquements constatés, il a été défini des montants de pénalités distincts.

Attention : toutes les pénalités sont cumulables par agents, par site, par vacation, par délai non respecté, par heure, etc...

Par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées comme suit :

- A 300 Euros :
 - Absence d'un agent en vacation prévu au CCTP ou planifié lors de prestation supplémentaire
- A 150 Euros :
 - Vacation effectuée par un agent n'ayant pas la qualification requise (par agent et par vacation)
 - Retard d'un agent supérieur à 1 heure (par agent et par vacation)
- A 100 Euros :
 - Absence de plan de prévention (par semaine)
 - Retard d'agent à sa prise de service supérieur à 10 minutes jusqu'à une heure (par agent et par vacation)
 - Vacation effectuée par un agent non formé ou n'ayant pas reçu la totalité de ses formations obligatoires au site (par agent et par vacation)
 - Non-port des équipements de protection individuels et/ou tenue vestimentaire incomplète par agent et par jour.
 - lorsqu'il est constaté un comportement non conforme aux dispositions prévues au marché
- A 50 Euros :
 - Non-respect du remplacement du véhicule et des matériels au-delà de 48 heures après constat (par Jour)
 - Absence de transmission du planning mensuel (par délai dépassé mentionné au CCTP)
 - Absence de transmission du bilan annuel d'exploitation (par délai dépassé mentionné au CCTP)

En compléments des pénalités détaillées ci-dessus, dans le cas de l'absence ou du retard d'un agent, les heures non effectuées seront déduites sous la forme de réfaction sur la facturation mensuelle M+2.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix forfaitaires et unitaires, sur la base des deux annexes financières annexées à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

5-2-Variation des prix

Les prix forfaitaires et unitaires sont révisables.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire. Celui-ci adresse, par tout moyen électronique permettant de déterminer date certaine de réception, ses nouveaux tarifs à compter de la date fixée pour la révision, justificatifs du calcul à l'appui.

La révision des prix s'effectue dans la limite d'une fois par an au 01 janvier de chaque année, et selon la formule suivante :

$$P = Po (0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0))$$

P = Prix révisé

Po = prix initial, indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de l'offre.

I(n) = Valeur de l'indice INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – **CPF 80.10 – Services de sécurité privée – Identifiant 010766457** » publiée au cours du mois de la révision

I(0) = Valeur de l'indice INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – **CPF 80.10 – Services de sécurité privée – Identifiant 010766457** » publiée au cours de la remise des offres

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE ou Le Moniteur.

En cas de changement d'un indice par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine, l'indice de remplacement proposé par l'INSEE, l'indice s'y substituant par simple échange de courrier.

A défaut d'indice de remplacement proposé par l'INSEE, un avenant viendra modifier le marché sur ce point.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Clause de sauvegarde

En cas de dépassement des 5% indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire pourront fixer d'un commun accord le pourcentage à appliquer. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations, moyennant un préavis de trois (3) mois.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facture libellée au nom L'ENAC, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'opération (202400FCS020)
- Le N° d'engagement juridique (Transmis par l'ENAC après la notification du marché)
- Les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- La désignation de la prestation exécutée
- Le montant hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant TTC,
- La date d'exigibilité,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Le numéro de TVA intracommunautaire L'ENAC : FR57193112562,
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :
- **ENAC - Toulouse Rangueil : 193 112 562 00015**
- **ENAC – HORS TOULOUSE : 193 112 562 00080**
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ➡ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ➡ Par dépôt au format PDFREN
- ➡ Par saisie en ligne dans le portail

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Pour les prestations forfaitaires, un acompte mensuel égal à 1/12^{ème} du montant annuel HT de cette partie sera versé au titulaire.

Pour les prestations à prix unitaires, les acomptes seront versés au titulaire en fonction des prestations réellement exécutées.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Partie forfaitaire :

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la partie forfaitaire de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Partie bon de commande :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution, le titulaire devra restituer une partie de l'avance qu'il a perçue dès la notification de l'acte spécial, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

5.6 - Garanties financières de l'avance

SANS OBJET

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations se déroulent sur le site de l'ENAC Toulouse et sur les autres sites

6-2-Généralités

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pour la partie forfaitaire, le délai d'exécution commence à courir à compter du 01 septembre 2025 ou de la notification du marché si elle est postérieure.

Pour la partie à bons de commande, le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la notification du bon ou à la date mentionnée dans celui-ci.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Se référer au CCTP.

Modalités d'exécution :

Le titulaire a la responsabilité du dispositif mis en place pour l'organisation et l'exécution de l'ensemble des prestations qui devront répondre aux exigences fixées au C.C.T.P.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Toute intervention dans une zone sécurisée, en cas d'alerte intrusion ou d'alarme incendie devra obligatoirement être portée sur le document adapté avec la date, l'heure d'entrée, l'heure de sortie du local sécurisé, les causes de l'intervention, et la nature de la prestation réalisée.

Pour tout manquement au respect de ces conditions, le pouvoir adjudicateur est en droit de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnités.

Le titulaire soumettra son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les prestations à exécuter donnent lieu à recouvrement permanent des postes de jour comme de nuit. L'agent en place doit attendre la relève pour quitter le poste.

En cas de maladie ou autre absence d'un agent, le titulaire s'engage à pourvoir au remplacement de l'agent défaillant dans un délai de 1 heure maximum à compter de l'heure prévue de la prise du poste.

Modalités relatives à la passation d'un bon de commande :

Suite à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 48 heures, le titulaire devra présenter un devis établi sur la base du bordereau des prix unitaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur adressera par voie électronique le bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le titulaire devra communiquer l'adresse mail de la personne désignée conformément aux dispositions prévues au présent C.C.A.P.

Le titulaire accusera réception de la commande par voie électronique au plus tard dans les 24 heures à compter de l'envoi du courriel. Au-delà de ce délai le bon de commande est réputé réceptionné par le titulaire et les délais contractuels d'exécution courent.

Les délais d'exécution seront fixés sur le bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., à compter de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures pour notifier ses observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande ayant fait l'objet d'observations de la part du titulaire, seront présentés à nouveau au titulaire dans un délai de 5 jours calendaires maximum à compter de la réception dudit bon de commande.

Le titulaire accusera réception du nouveau bon de commande selon les conditions indiquées précédemment.

Les commandes pourront être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Hygiène et sécurité :

Le code du travail, ses décrets et arrêtés d'application ainsi que les consignes particulières devront être appliqués sans restriction par le personnel de la société effectuant des prestations objet du marché.

Avant le début des prestations, il sera procédé à une inspection commune des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent. A l'issue de cette visite préalable, un plan de prévention sera rédigé selon les conditions et modalités prévues au C.C.T.P.

6-3-Consignes et procédures internes

Se référer au CCTP.

6-4-Dispositions relatives aux personnels affectés à l'exécution des prestations

Se référer à l'article 2.4.2 du CCTP.

Le titulaire du marché devra communiquer l'adresse mail de la personne désignée comme interlocuteur privilégié.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2. du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, **la certification du service fait vaudra admission des prestations.**

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 – Traitement des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données " et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

8.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

8.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.2.1 Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

8.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

8.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à service.achat@enac.fr.

8.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : service.achat@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

8.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.2.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

8.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.2.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8.3 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 33 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'article 7.2 du CCAP